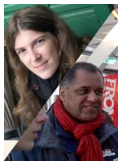

Suite à la catastrophe ferroviaire en gare de Bretigny le 12 juilllet, dont le bilan provisoire est de 6 morts et une trentaine de blessés, nous adressons nos condoléances aux proches de celles et ceux qui ont perdu la vie et pensons aux nombreux blessés.

Il faut remonter au 27 juin 1988 et l'accident en gare de Lyon du RER D qui avait fait 56 morts pour retrouver un accident ferroviaire de cette ampleur. A l'époque la vétusté des installations et du matériel avait déjà été mise en cause.
Plus de 20 ans plus tard les mêmes questions se posent. Pourquoi le train Paris-Limoges transportant plus de 350 voyageurs a-t-il déraillé au passage d'une importante zone d'aiguille située en amont de la gare de Brétigny sur Orge ? Les conditions de transport répondent elles aux normes de sécurité ? Les investissements sur les installations et le matériel sont-ils à la hauteur des besoins sur cette ligne structurante pour l'aménagement du territoire ?

Les enquêtes en cours vont permettre de mieux cerner les circonstances de cet accident dramatique. Pour que toute la lumière soit faite, le Parti de Gauche estime nécessaire que les représentants des personnels des CHSCT soient associés à l'enquête en cours menée par l'opérateur … En effet, sans présager des résultats, le Parti de Gauche tient à rappeler que depuis de nombreuses années, personnels, élus, voyageurs alertent régulièrement sur la dégradation de la sécurité du système ferroviaire depuis la séparation entre d'un côté RFF (responsable des infrastructures) et de l'autre SNCF (responsable des matériels roulants) et le développement de plans "d'optimisations" c'est à dire d'économies qui ont touchés tous les secteurs y compris l'entretien et donc la sécurité !

D'ores et déjà le Parti de Gauche exige que l'on se penche enfin sur les conséquences désastreuses de la politique ferroviaire de libéralisation menée ces dernières années. Il faut faire le bilan de cette séparation absurde entre gestionnaire d'infrastructure et exploitant mais aussi de la privatisation rampante de la SNCF imposée par la commission européenne qui accompagne la négligence des pouvoirs publics en terme d'investissement sur les installations et le matériel. Cette politique imposée par l'objectif de rentabilité dans un système de la « concurrence libre et non faussée » doit cesser. Elle est contraire à l'intérêt général.

Pour ceux qui ont substitué le mot voyageur par celui de «client» comme le fait

systématiquement le président de la SNCF, nous leur rappelons que nous ne sommes pas dupes. Ce changement n'est pas qu'un changement de vocabulaire. Il a entraîné un ensemble de changements où la rentabilité a primé sur la sécurité, ou les branches déficitaires ont souffert de lourds sous investissement au détriment de la mission de service public attendue par tous nos concitoyens ! Pour tout ceux-là qui pensent que la sécurité à un coût, nous rappelons surtout qu'elle n'a pas de prix !!